

INTERVENTION

Suite à la mise en place de la réforme des rythmes en septembre 2013 et la mise en place de la deuxième vague en 2014 nous tenons à exprimer notre opinion.

Souvent les organisations du temps se déploient de manière bricolée et entraînent des dysfonctionnements réels : non prise en compte des besoins spécifiques des enfants de maternelle (reperage dans le temps, occupations imposées des salles de classe, cohérence insatisfaisante des temps scolaires et périscolaires, horaires des APC parfois soumis aux contraintes des mairies, diminution du temps d'intervention des ATSEM dans les classes au profit du périscolaire, problème du remplacement des animateurs et de leur qualification, problème de sécurité durant les animations périscolaires, et au final trop d'activités dirigées pour les enfants sur la semaine...

Et les visites que nous avons pu effectuer dans les écoles nous ont aussi fait appréhender la fatigue réelle des enseignants et des élèves.

Les parents ne comprennent pas toujours un tel dispositif et ne voient pas de bénéfices réels pour leurs enfants. En maternelle, quand ils le peuvent, un certain nombre d'entre eux garde leur enfant à la maison le mercredi matin afin qu'il se repose.

Lorsqu'une organisation du temps scolaire donne satisfaction aux élèves et à leurs enseignants, nous nous en réjouissons mais il s'agit aussi de prendre la mesure des difficultés objectives rencontrées dans nombre d'écoles.

Le décret actuel a été pensé comme si les besoins des enfants, mais aussi toutes les ressources des écoles, étaient partout les mêmes. Or, ce n'est pas le cas. Il faut donc permettre davantage de souplesse : des organisations adaptées à l'âge des enfants (en maternelle notamment), les solutions peuvent être à inventer par la communauté éducative elle-même...

Au SNUipp-FSU, nous refusons que les modifications des rythmes se traduisent par un allongement contraint de l'amplitude du temps de travail à l'école et qu'elles entraînent une dégradation des conditions de ce travail. Une réforme réussie doit conjuguer une amélioration des conditions d'apprentissage pour les élèves ainsi que les conditions de travail des enseignants.

L'Etat qui a lancé cette réforme doit assurer l'égalité entre les élèves et entre les écoles. Des garanties financières sont nécessaires pour assurer qualité et gratuité des activités périscolaires en ville comme dans les zones rurales.

Un mécontentement réel existe sur les conditions de travail. La charge de travail des collègues et personnels de direction s'est encore alourdie.

Il faut permettre à nos collègues de faire fonctionner le temps scolaire en toute sérénité. Au **SNUipp-FSU**, nous continuerons d'être exigeants pour l'école, la réussite des élèves et les conditions de travail des enseignants.

Pour juguler l'échec scolaire, d'autres leviers existent qui ne sont pas activés : la formation continue des enseignants, l'augmentation du nombre des personnels RASED, la formation initiale, le plus de maître que de classe, des moyens de remplacement supplémentaire....

Par ailleurs, le SNUipp-FSU au niveau national continue de demander l'ouverture de discussions réunissant tous les acteurs concernés par la réforme.